

Blandine Destremau

Pierre Salama

La pauvreté prise dans les turbulences macro-économiques
En Amérique latine

¹ Respectivement Chercheure au Cnrs et Greitd, Professeur université de Paris XIII, Greitd et CEPN-Cnrs

Sommaire :

LA PAUVRETE PRISE DANS LES TURBULENCES MACRO-ECONOMIQUES EN AMERQUE LATINE

I LA CROISSANCE RETROUVEE

- Le retour de la croissance :
- la diminution de la pauvreté puis sa stabilisation relative :

II) L'AMPLEUR DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE NE DEPEND PAS SEULEMENT DE LA CROISSANCE D'EMPLOI MAIS AUSSI DU TYPE D'EMPLOI CREE

- *Une croissance économe en emplois créés*
- *Les chômeurs sont ils pauvres ?*

III. CROISSANCE ET INEGALITES

- une augmentation des inégalités
- croissance - inégalité- pauvreté :
- diminuer les inégalités ?

IV. UN REGIME D'ACCUMULATION SPECIFIQUE A DOMINANTE FINANCIERE.

- la libéralisation des marchés comme réponse aux très fortes inflations et à l'atonie de la croissance :
- La vulnérabilité macroéconomique de ces modèles est profonde et ses effets sur la pauvreté sont très importants.

La pauvreté devient de plus en plus insoutenable. Son ampleur, sa profondeur, son hétérogénéité posent de nouveaux problèmes. La plupart des économies latino-américaines ont connu une aggravation sensible de leur pauvreté dans les années quatre-vingt et si celle-ci diminue dans la première moitié des années quatre-vingt dix avec la maîtrise de l'inflation, voire de l'hyperinflation et la reprise de la croissance, les inégalités s'accroissent dans la plupart des pays. Dans la seconde moitié, l'instabilité macroéconomique des régimes d'accumulation s'impose comme la caractéristique majeure des régimes d'accumulation à dominante financière mis en place pour sortir de la crise inflationniste des années quatre-vingt. Cette instabilité accentue la vulnérabilité des couches les plus pauvres de la population².

La croissance retrouvée est dans l'ensemble modeste et les taux de formation brute restent faibles, la plupart de ces économies conservant, consolidant dans certains cas, les aspects rentiers qui les caractérisaient et qui alimentent l'inégalité profonde des revenus. Elle procure peu d'emplois dans l'industrie et elle s'accompagne d'une montée des emplois informels. La précarisation des emplois, le travail à temps partiel se développent. La croissance agit de ce fait d'une manière modérée sur la pauvreté. Le retour à une stabilité relative des prix conduit à une diminution de la pauvreté, grâce à ses effets sur la répartition des revenus, mais celle-ci est de courte durée. L'ouverture brutale des économies à l'économie mondiale suscite à la fois la destruction, plus ou moins importante, de segments de l'appareil industriel, et une modification substantielle du tissu industriel grâce à un essor très important de la productivité du travail. Économe en emploi, la croissance est aussi « avare » en distribution de ses fruits : les revenus du travail, à l'exception des catégories les plus qualifiées, augmentent en deçà de la croissance de la productivité et, avec la montée en puissance des activités financières et des revenus qui en découlent, les inégalités tendent à s'accroître de nouveau. La croissance, économe en emploi et en hausse de pouvoir, ne peut alléger de manière durable et significative la pauvreté. Celle-ci naît de la faible qualité des emplois et de l'impossibilité d'obtenir des emplois, y compris informels, pour une durée hebdomadaire suffisante. La croissance retrouvée est spécifique : elle subit une logique financière dont il devient de plus en plus difficile d'échapper. Les crises

² Il faudra attendre la fin des années quatre-vingt dix pour que la Banque mondiale souligne la vulnérabilité des plus pauvres à l'instabilité macroéconomique et ébauche ce faisant un glissement dans sa politique de lutte contre la pauvreté. Rappelons qu'elle était centrée sur la recherche des grands équilibres censés être obtenus par une libéralisation de l'ensemble des marchés et un recul conséquent de l'État dans l'économie d'une part

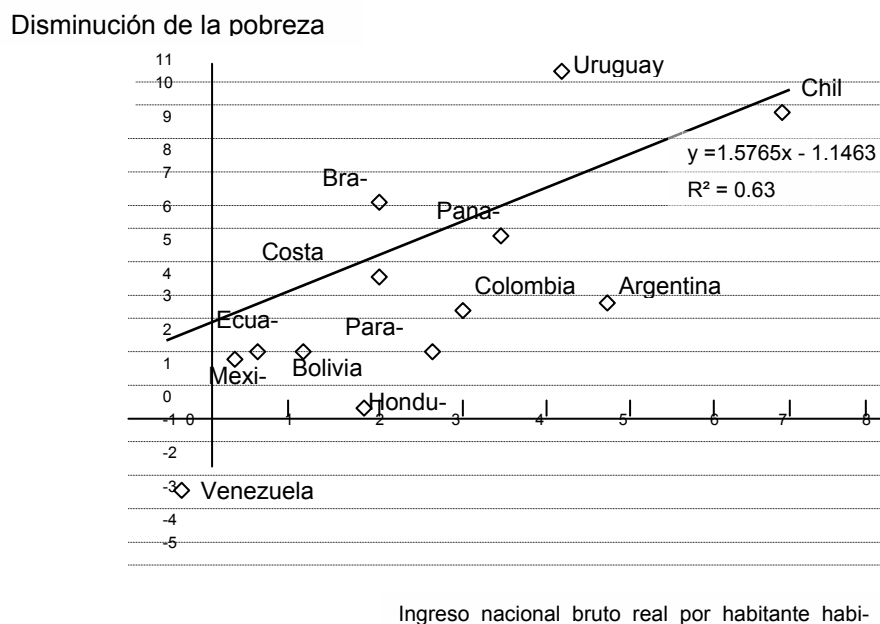
financières de la seconde moitié des années quatre vingt dix sont révélatrices de la dynamique « d'économie casino » qui tend à s'instaurer avec la libéralisation brutale de l'ensemble des marchés et le retrait, parfois massif, de l'Etat. Les turbulences macro-économiques ont des effets démultipliés sur la pauvreté. La crise accentue la pauvreté et la reprise économique - d'un montant équivalent et d'une durée semblable – ne produit pas d'effets compensatoires. La volatilité macro-économique élevée produit des effets d'hystérisis qui freinent l'allégement de la pauvreté que pourrait produire la croissance si elle était plus stable. Cet ensemble de caractéristique nouvelles caractérisent les principales économie latino-américaines depuis la décennie des années quatre vingt dix. C'est ce que nous allons voir.

I LA CROISSANCE RETROUVEE

➤ Le retour de la croissance :

La croissance semble à priori le remède miracle à la pauvreté³ pour deux raisons selon Edwards (1995) : l'emploi augmente et la productivité s'accroît et avec elle les salaires. Sans discuter pour l'instant la pertinence des deux raisons évoquées par Edwards, on peut observer (graphique 1) de 1990 à 1997 une relation croissante entre la croissance

Graphique 1: DISMINUCION DE LA POBREZA E INGRESO NACIONAL BRUTO REAL POR HABITANTE, 1990-1997
(Tasa media anual de variación, en porcentajes)



Fuente: Cepal (2001)

et sur des programmes ciblés en faveur des plus pauvres d'autre part. Les effets dévastateurs sur les pauvres de la nouvelle dépendance financière n'étaient pas ou peu analysés jusque récemment par cette institution.

³ Bien que nous ayons conscience de leurs limites, les indicateurs utilisés ici sont des indicateurs de pauvreté monétaire dite absolue. Pour une comparaison avec les indicateurs de pauvreté non monétaire, voir les rapports annuels du PNUD.

par tête et la réduction de la pauvreté⁴, avec toutefois une dispersion relativement importante autour de la droite de régression. Certains pays ont une réduction importante de leur pauvreté avec un taux de croissance relativement modeste, d'autres à l'inverse connaissent une réduction modeste de leur pauvreté avec une croissance plus substantielle.

L'efficacité de la croissance sur le niveau de la pauvreté dépend à priori de plusieurs paramètres. Les deux premiers concernent le taux de croissance et son caractère durable d'une part, l'ampleur de la pauvreté (H_0), sa profondeur (H_1 : la distance entre la ligne de pauvreté et les revenus des pauvres) et la distribution de la pauvreté entre les pauvres (H_2), d'autre part. Plus la croissance est élevée, toute chose étant égale par ailleurs, plus l'ampleur de la pauvreté aura tendance à baisser ; moins la profondeur de la pauvreté et son degré d'inégalité seront importants, plus la pauvreté diminuera pour un même taux de croissance. La croissance peut affecter le revenu absolu et relatif des pauvres lorsqu'elle est par exemple particulièrement inflationniste, mais elle peut aussi ne pas accroître les inégalités parmi les pauvres, augmenter la part des premiers déciles dans le revenu du pays, mais accentuer les inégalités entre les neuf premiers déciles et le dernier décile. C'est pourquoi on ne peut considérer la croissance à son seul aspect quantitatif : il faut la qualifier et classer, périodiser les différents régimes d'accumulation selon ce qui fait leur dynamisme (marché intérieur, marché extérieur, type de répartition des revenus etc).

La croissance est supérieure à celle atteinte dans les années quatre vingt : pour l'ensemble des économies latino-américaines (dont les Caraïbes), le taux de croissance du PIB par tête (prix de 1995) est de 1,4% par an de 1990 à 1999 contre -1% dans les années quatre vingt. Les écarts de croissance entre ces deux décennies sont parfois importants : l'Argentine connaît une croissance par tête de 3,3 contre -2,1%, le Pérou 2,9% contre -3,3%, parfois moins importants : le Brésil connaît une croissance de 1% contre -0,7%, le Mexique 1,3% contre -0,3%, la Colombie enfin se trouve dans une situation particulière puisque son taux de croissance par tête est supérieur dans les années quatre vingt (1,6%) que dans la décennie suivante (0,5%) (Cepal, 2001,p.83). Sans reprendre les statistiques dans le détail, on sait cependant que cette croissance est plus faible que celle atteinte dans les années cinquante à soixante dix et comme nous le verrons, elle est particulièrement volatile.

➤➤ la diminution de la pauvreté puis sa stabilisation relative :

La pauvreté diminue après avoir augmenté fortement à la fin des années quatre vingt. Selon les recherches menées par la Banque Mondiale, sous la direction de Q.T.Wodon (2000), l'indicateur mesurant l'ampleur de la pauvreté en Amérique latine (H_0) diminue légèrement puisqu'il passe d'un pic atteint en 1992 (39,65%) à 36,92% en 1996. La crise des années quatre vingt dix huit-quatre vingt dix neuf inversera cette évolution de façon plus (Argentine) ou moins importante (Brésil) selon

⁴ La littérature est abondante sur ce sujet, pour une position un peu « extrême » voir D.Dollar et A.Kraay de la Banque Mondiale (2001) qui, utilisant la technique du panel (au total 418 observations années/pays) que la relation entre le logarithme du revenu par tête des pauvres et le logarithme du revenu moyen par tête est robuste avec une droite de régression de pente 1,07. Selon ces auteurs 80% de la variation positive du revenu des pauvres serait du à l'accroissement du revenu moyen (croissance observée sur 5ans) et 20% à une plus faible inégalité des revenus dans le temps et entre les pays (p.5)., ce qui leur fait dire que « les politiques macro-économiques en faveur de la croissance sont bonnes pour les pauvres car elles élèvent leur niveau de revenu

l'importance et la durée de la crise⁵. L'indicateur mesurant la profondeur de la pauvreté (H1) diminue également ainsi que celui mesurant l'inégalité entre les pauvres (H2). Ces deux derniers indicateurs sont particulièrement importants : les pauvres sont en moyenne moins pauvres qu'en 1992 et les inégalités parmi les pauvres sont légèrement réduites alors que les inégalités parmi l'ensemble de la population ont tendance à s'accroître ainsi que nous le verrons. Les évolutions de l'extrême pauvreté sont les mêmes que celles de la pauvreté, ainsi qu'on peut le voir dans le tableau suivant :

Tableau 1 :
Evolutions des principaux indicateurs de la pauvreté et de l'indigence

	Pauvreté			Extrême pauvreté		
	H0	H1	H2	H0	H1	H2
1986	33,75	14,84	9,06	13,32	5,94	4,05
1989	38,26	18,18	11,54	17,59	8,02	5,24
1992	39,65	19,20	12,60	18,65	9,10	6,36
1995	36,92	17	10,63	15,94	7,20	4,87
1996	36,74	16,93	10,72	16,10	7,38	5,09
1998°	35,83	Nd	Nd	15,55	nd	nd

Source Wodon, Banque Mondiale (2000) p.16 . ° Les données pour 1998 sont des projections

avec aucun effet adverse systématique sur la distribution des revenus » (p.9) , appréciation que nous contestons par la suite.

⁵ Avec la seconde phase de substitution des importations, dites de biens lourds, l'industrialisation au Brésil favorise l'accroissement des inégalités mais aussi la baisse de la pauvreté. La crise inflationniste de longue durée des années quatre vingt est à l'origine de l'accroissement des inégalités et de la pauvreté. L'ouverture de l'économie et la libéralisation des marchés suscitent des évolutions contrastées : pauvreté et inégalités diminuent, se stabilisent puis tendent à croître ; elles restent très importantes dans le nord et le nord est du pays, mais dès 1996, elles augmentent sensiblement dans certaines régions parmi les plus industrialisées (Sao Paulo) comme on peut l'observer dans le tableau suivant :

Tableau 2 : Ampleur de la pauvreté au Brésil

Regiões e estratos	Proporção (%)						Cont. (%)	No. de Pobres (mil)
	1993	1995	1996	1997	1998	1999	1999	
Norte urbano	47,46	38,49	39,57	39,61	40,53	39,95	4,98	2.711
Nordeste	63,96	52,05	53,13	52,86	50,35	50,90	42,03	22.880
Minas G./E.Santo	38,54	27,82	28,21	27,50	28,76	28,62	10,43	5.676
R. Janeiro	43,52	28,50	29,16	28,86	28,55	27,88	6,81	3.707
São Paulo	34,16	22,01	24,17	25,21	25,11	29,35	18,77	10.217
Sul	24,49	17,85	17,59	18,11	17,76	19,71	8,72	4.749
Centro-Oeste	47,11	37,44	37,71	34,62	34,56	37,43	7,61	4.145
Metropolitano	45,12	31,16	32,65	33,18	33,74	36,88	32,12	17.484
Urbano	40,35	31,20	31,46	31,30	30,14	31,78	45,95	25.016
Rural	51,56	41,51	43,42	42,84	41,61	40,26	21,93	11.940
BRASIL	44,09	33,23	34,13	34,09	33,43	34,95	100	54.440

Fonte: S.Rocha (2000) à partir d'IBGE/PNAD (Tabulações Especiais).

Nota: Linhas de Pobreza baseadas na POF

Ces évolutions favorables des indicateurs de la pauvreté⁶ sont confirmées par celle du ratio entre le revenu moyen de la population et le revenu de la ligne de pauvreté dans de nombreux pays (à l'exception de la Colombie dont le taux de croissance par tête des années quatre vingt dix est plus faible que celui atteint dans les années quatre vingt, et des années de crise), ainsi qu'on peut le voir dans le tableau suivant :

Tableau 4
Evolutions du rapport revenu moyen sur revenu de la ligne de pauvreté et de l'ampleur de la pauvreté (en%)

	Argentine (urbain)	Mexique	Brésil	Chili	Colombie (urbain)
1986	6,16 12,93	2,22 33,99	3,42 30,02	1,91 47,79	1,17 63,99
1989	4,90 19,89	3,08 23,44	2,77 43,81	1,99 50,97	1,40 57,93
1992	4,77 14,58	2,97 26,94	2,08 46,72	1,89 46,16	1,60 53,57
1995	4,71 14,91	3,08 25,37	2,84 38,12	2,94 30,75	1,62 54,07
1996	4,99 15,22	2,48 32,10	3,05 36,67	3,17 28,02	1,68 52,24

Source : Wodon, idem, p.26-27

Plus la croissance est importante et durable, plus ses effets positifs sur la pauvreté ont une forte probabilité d'être importants. La réduction de l'ampleur de la pauvreté dépend toutefois de l'importance à la fois de l'indicateur de la profondeur de la pauvreté et de celui des inégalités parmi les pauvres.

Selon les travaux de Wodon (2000, pages 7 et 56), l'élasticité nette de la pauvreté par rapport à la croissance⁷ est de $-0,94$, ce qui signifie que pour 1% de croissance, la pauvreté baisse de 0,94 % toutes choses étant égales par ailleurs (même niveau des inégalités), ou encore que l'ampleur de la pauvreté étant en 1996 de 36,74, cette réduction correspond approximativement à un tiers de point (0,34). Cette élasticité est de $-1,30$ pour l'extrême pauvreté. L'élasticité de la pauvreté aux inégalités (mesuré par le coefficient de Gini) est de 0,74 pour les pauvres et de 1,46 pour les indigents. L'étude

⁶ Pour plus de détails, pays par pays, voir Cepal (2000) : Panorama social de America latina, tableaux pages 40 et 42. A titre d'exemples, les évolutions des principaux indicateurs (calculés par rapport à la population) – limités ici au secteur urbain - de l'Argentine, de la Colombie et du Mexique de ces tableaux :

Tableau 3 :
indicateurs de pauvreté et d'indigence pour trois pays

	H ₀	H ₁	H ₂	H ₀	H ₁	H ₂
Argentine	-	-	-	-	-	-
1990	21	7,2	3,4	5	1,6	0,8
1997	18	6,2	3,1	5	1,5	0,7
Colombie	-	-	-	-	-	-
1991	53	22	12,1	20	6,7	3,4
1997	45	19,1	10,8	17	6,1	3,5
Mexique	-	-	-	-	-	-
1989	42	15,8	8,1	13	3,9	1,9
1998	39	13,4	6,4	10	2,5	1

Source Cepal (2000) p.40 et 42 . les colonnes deux, trois et quatre concernent la pauvreté et les trois dernières l'indigence ; H₁ et H₂ sont calculés par rapport aux ménages pour la pauvreté et par rapport à la population pour l'indigence.

⁷ 72 observations sur 12 pays, de 1986 à 1996.

montre que les effets sur la profondeur de la pauvreté et sur les inégalités entre les pauvres, tant de la croissance que de la réduction (la hausse) des inégalités sont encore plus importants que ceux observés sur l'ampleur de la pauvreté. C'est dire combien peuvent être considérables les effets d'un retour à la croissance et d'une réduction des inégalités sur l'ampleur de la pauvreté, l'augmentation du niveau de vie des pauvres et sur les inégalités qu'ils connaissent, comme nous l'avons vu en note dans le cas brésilien (tableau 2).

Les enseignements du plan Réal (1994) au Brésil

La pauvreté baisse fortement en Argentine avec la fin de l'hyper inflation et la reprise de la croissance au début des années quatre vingt dix. Dans la mesure où la profondeur de la pauvreté était relativement faible, comparée aux autres économies latino-américaines, cette évolution s'explique aisément . La profondeur de la pauvreté est beaucoup plus importante au Brésil, pourtant la baisse de l'indicateur de la pauvreté est importante. C'est ce qui rend ce cas intéressant à étudier. La pauvreté baisse brutalement de dix points au Brésil (voir tableau 2). L'ampleur de cette réduction, sa soudaineté et sa rapidité interrogent. Peut on considérer qu'il suffise que la croissance reprenne, que la libéralisation des marchés se poursuive et que cesse l'inflation pour éradiquer la pauvreté sans qu'il y ait à favoriser des politiques redistributives en faveur des plus pauvres?

Dans les années 93-95, plusieurs facteurs ont joué en faveur des plus pauvres : les prix des biens alimentaires ont moins cru que le niveau général des prix (or le revenu des plus pauvres est davantage composé par ces biens que celui des catégories supérieures) ; l'inflation a brutalement cessé et la croissance aidant, le revenu des couches non pauvres (mais non riches pour autant) s'est amélioré mécaniquement (l'indexation a joué provisoirement en leur faveur et l'embauche a repris) de telle sorte que le pouvoir d'achat de ces derniers a augmenté. Leurs anticipations qu'elles soient positives (la stabilisation est durable) ou négatives (la stabilisation ne va pas durer), le retard pris dans certains achats de biens durables, ont permis une démultiplication de leur demande. L'ouverture des frontières initiée dès le début des années quatre vingt dix, confirmée avec le plan Real, décompose plus nettement qu'auparavant, l'activité économique en deux zones : l'une ouverte à la concurrence internationale, l'autre restant encore, du fait de la nature des produits, relativement abritée. La structure des prix relatifs est altérée : les prix des biens menacés par la concurrence internationale croissent moins vite que le niveau général des prix, celui des biens protégés augmentent plus rapidement. Or, c'est dans ce secteur abrité que se situe la majorité des emplois informels et donc les revenus les plus faibles. La déformation des prix relatifs va donc permettre provisoirement que les revenus des catégories les plus démunies puissent croître. Ce n'est donc pas la croissance seule qui a permis la réduction importante de la pauvreté mais aussi et surtout la modification des anticipations et l'altération de la structure des prix relatifs, c'est à dire l'ensemble des mécanismes qui ont engendré une modification dans la distribution des revenus en faveur des couches les plus modestes. Ce sont les conditions dans lesquelles cette croissance s'est réalisée (diminution consécutive des inégalités de revenus suite à la fin de l'inflation et à la possibilité de modifier les prix relatifs) qui expliquent la réduction importante de la pauvreté. Avec la poursuite de la croissance, la stabilisation des prix, ces conditions jouent de

moins en moins. Les effets redistributifs (plus d'égalité, moins de pauvreté) s'épuisent. Le niveau de la pauvreté se stabilise et son cours tend à s'inverser avec la hausse des emplois précaires et informels, surtout dans certaines régions fortement industrialisées comme Sao Paulo.

II) L'AMPLEUR DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE NE DEPEND PAS SEULEMENT DE LA CROISSANCE D'EMPLOI MAIS AUSSI DU TYPE D'EMPLOI CREE

➤ Une croissance économe en emplois créés

On sait que dans certains pays, à certains moments, il faut par exemple 3% de croissance pour créer des emplois, dans d'autres pays et à d'autres moments, ou au même moment, 5% sont nécessaires etc. On sait aussi que l'inflation, lorsqu'elle atteint des niveaux très élevés, augmente la taxe inflationniste de manière inversement proportionnelle à la place occupée dans l'échelle des revenus : à l'exception des 5% les plus riches qui bénéficient de l'inflation, les autres couches en pâtissent, d'autant plus fortement en pourcentage de leur revenu que ceux ci sont faibles. On sait également que plus la croissance est inégalitaire moins les chances d'amélioration du niveau de vie des plus pauvres sont grandes en général, sauf si cette inégalité accrue est limitée aux revenus des « non pauvres ».

L'analyse de la croissance *in abstracto* n'offre donc qu'un intérêt que limité. Il est préférable de *qualifier* la croissance en analysant ses éléments moteurs (sur quels secteurs elle repose ?), redistributifs (quelles sont les couches qui sont le plus favorisées par cette croissance et qui en retour dynamisent ou freinent cette croissance ?), la part croissante – mais différente selon les pays - de l'internationalisation du marché des biens, des capitaux.

Pour comprendre l'évolution de la pauvreté, il faut étudier l'emploi et les revenus que cette croissance génère. L'ensemble des études, que ce soit celles nombreuses de la Cepal (2000, p.100 et suiv.) ou de La BID (1998), montre qu'à l'exception de quelques petits pays *les inégalités entre capital et travail se sont accrues, celles entre travail qualifié et travail non qualifié également, et qu'enfin le pourcentage des emplois informels sur la population active a augmenté.*

Les causes de cette évolution récente sont fortement liées à l'ouverture brutale de ces économies à l'économie monde, à une libéralisation quasi simultanée de l'ensemble des marchés et à une diminution sensible de l'intervention de l'Etat dans le domaine économique. Les conséquences sont rapides : din des hyper inflations, hausse du pouvoir d'achat des plus démunis, « déverticalisation » de l'appareil de production (remplacement par des importations de segments de lignes de production) et dans certains cas (Argentine) tendance vers une « primarisation » de l'économie (abandon de pans entiers de l'appareil industriel au profit d'activités primaires), restructuration enfin de l'appareil de production. Plus précisément, mais sans qu'on puisse ici développer cet aspect : le secteur soumis à la concurrence internationale s'est élargi et n'a pu survivre qu'en se transformant profondément. La productivité du travail a augmenté fortement dans les grandes économies durant les années quatre vingt dix, à l'exception évidemment des périodes de crise, et son rythme a été approximativement deux fois

supérieur à celui des Etats Unis (Katz J.,2000), en même temps que le tissu industriel du pays se transformait : moins d'intégration et une « déverticalisation » en cours plus ou moins prononcée selon les pays, plus d'importation enfin de biens d'équipement. La brèche de la productivité avec les pays développés, qui s'était élargie dans les années quatre vingt, s'est donc rétrécie⁸ mais l'hétérogénéité des niveaux de productivités s'est accentuée entre le secteur abrité et le secteur concurrentiel. Le taux de formation brute du capital a peu augmenté, reste très faible lorsqu'on le compare à celui des économies asiatiques, et souligne la persistance de comportements rentiers de la part de nombreux entrepreneurs et des couches les plus aisées de la population. De ce fait, la croissance retrouvée a été, est, pour le moins *économe en emplois*. Au Brésil, l'emploi formel a chuté fortement de 1989 à 1996 (avec une remontée partielle de 1992 à 1995), cette baisse s'est poursuivie en 1997 et 1998 dans l'industrie de transformation, s'est légèrement puis fortement inversée en 1999 et 2000 selon les données de l'IPEA. Cette caractéristique n'est pas propre au Brésil, elle affecte les principales économies latino-américaines comme on peut le voir dans les deux graphiques 2 et 3 suivants :

Mettre graph 2 et 3

Pour un même taux de croissance du PIB, la croissance des emplois manufacturiers baisse lorsqu'elle ne devient pas négative, leur part dans les emplois baisse parfois drastiquement. L'évolution des emplois dans le commerce et les services suit un chemin inverse. A.F.Calcagno (2001) souligne que sur 100 emplois créés en Amérique latine de 1990 à 1996 plus des quatre cinquième le sont dans des emplois informels (p.81 et suiv.). Les inégalités se sont profondément accrues, dans toutes les économies latino-américaines (à l'exception toutefois du Costa Rica), et plus particulièrement au Mexique et au Pérou. Les revenus du travail salarié se sont dans l'ensemble accrus de 1991 à 1996 (à l'exception notable de l'Argentine où ils ont baissé), mais ce mouvement d'ensemble s'est effectué avec une dispersion accentuée (y compris à la baisse pour l'Argentine), une informalisation plus grande - le taux d'informalité passe de 51,6% en 1990 en moyenne selon la BID à 57,4% en 1996⁹ (op.cit. p.10) - et un fléchissement de la création des emplois [avec une baisse des emplois publics passant de 15,3% en 1990 à 13,2% en 1995, mais une augmentation des emplois dans les secteurs non exposés à la concurrence internationale, dont la construction et les services, les pourcentages passant de 58,4% en 1990 à 63% en 1995, op.cit p.10 et 11].

⁸ L'analyse des causes de l'accroissement de la productivité : augmentation des capacités ou bien importation massive de biens d'équipement se substituant aux biens d'équipement produits localement, dépasse ici notre propos.

⁹ Les comparaisons entre pays sont difficiles à faire car les définitions de l'informalité diffèrent pour les raisons que nous avons indiquées dans l'encadré. On ne peut se limiter à une définition centrée sur le paiement des cotisations sociales puisqu'on observe qu'un pourcentage plus ou moins faibles des emplois informels cotise, plus ou moins fort pour les emplois formels (OIT, 1999), ni sur la dimension des entreprises, bien que l'ensemble de ces données soient importantes à considérer. Chaque pays a donc ses critères. Selon l'IPEA par exemple, la participation des salariés « sans carte » au Brésil, ayant donc des emplois informels, est passée de 20,81% de l'ensemble des emplois des grandes régions métropolitaines en 1991, à 27,53% en 2000, ce mouvement étant particulièrement prononcé à Sao Paulo puisqu'il passe de 19,09 % à 28,23%., dépassant Salvador, frôlant Recife. La participation des travailleurs « à leur compte propre », ceux où se concentre la misère, augmente également, mais dans une moindre mesure, de 20,10 à 23,34%, la progression étant particulièrement élevée dans l'Etat de Rio de Janeiro. Pour une analyse comparative mais approximative, voir OIT (1999).

➤➤ **Les chômeurs sont ils pauvres ?**

La question ressemble à une provocation. En toute logique, la réponse immédiate devrait être positive et il suffirait d'observer la montée en puissance de la pauvreté et de l'indigence en Argentine avec la montée du chômage consécutive à la longue récession que traverse ce pays depuis la fin des années quatre vingt dix, pour établir une relation solide. Tel n'est pourtant pas toujours le cas. Pour comprendre cette réponse paradoxale, il est important de distinguer les emplois informels des emplois formels d'un côté et de l'autre préciser ce qu'on entend par emplois informels selon les pays d'une part, d'autre part de discuter de la définition du chômage et de s'interroger de la pertinence de la définition universelle de l'OIT lorsque prédomine un certain type d'emplois informels.

Les emplois informels sont peu ou pas protégés, mais les significations de l'informalité sont différentes selon les pays (voir encadré). La perte d'un emploi informel conduit à rechercher un emploi encore plus informel au besoin, le statut de chômeur ne permettant pas de vivre faute d'allocations chômage dans de nombreux pays où l'emploi informel est massif et tire ses spécificités de formes particulières de mise au travail d'une fraction importante de la population. C'est ce qui explique à l'inverse que là où les emplois sont plus protégés, où les emplois informels se caractérisent seulement par une non déclaration de l'activité, le chômage devient « possible » (accompagné souvent de d'emplois informels à temps partiels) et la relation entre son augmentation et celle de la pauvreté peut être établie. Lorsque l'informalité est très importante, cette relation n'est plus pertinente. La pauvreté est liée à la qualité de l'emploi : les pauvres occupent les emplois de plus basse qualité ((M.Dias David, 2001) et s'il existe une relation entre pauvreté et chômage, celle-ci est indirecte : lorsque le chômage se développe, des emplois de basse qualité deviennent plus importants et la pauvreté augmente, principalement en raison des formes prises par le travail. Nous allons le voir en étudiant de près le cas brésilien.

Informalité
<p>Le secteur informel est un ensemble profondément hétérogène, non seulement par les métiers qui le composent, les rapports à l'Etat et au légal, mais aussi par ses origines. La terminologie de secteur informel est ambiguë : elle ne souligne pas la spécificité des situations et ne permet pas d'analyser les évolutions possibles des différents emplois informels (B.Lautier, 1994). Un exemple permet de le comprendre. On peut, par exemple, observer en Argentine la présence d'un secteur informel très important, lorsqu'on définit ce dernier par le non paiement des charges sociales et la non déclaration (ou la déclaration incomplète) des travailleurs aux services fiscaux et à la protection sociale, de telle sorte que ces derniers ne sont pas l'objet de prélèvements obligatoires, et corollaire de cette absence, n'ont pas accès à la protection sociale définie par la loi.</p> <p>L'emploi informel en Argentine n'a pas les mêmes origines qu'au Brésil par exemple parce que les deux formations sociales n'ont pas eu le même trajet dans l'histoire. Dans un cas, la colonisation européenne de peuplement s'est accompagnée de l'éradication de la plupart des indiens - en nombre moins important il est vrai que dans les Andes ou au Mexique -, et il n'a été guère fait appel à l'importation de main d'œuvre esclave. Les emplois informels se caractérisent dès lors essentiellement par le contournement de la loi, à l'égal de ce qu'on observe, avec une plus faible ampleur, dans les pays européens. Dans l'autre cas, la nouvelle insertion dans la division internationale du travail et la mise en place d'économies exportatrices, ont conduit a une déstructuration des rapports de production qui existaient dans les communautés indigènes, et dans certains cas à une importation massive de main d'œuvre esclave. Ces formes de mise au travail spécifiques ont déstructuré les rapports de production pré-existants en les déviant de leurs finalités, pour imposer l'économie d'exportation, ont adapté ces rapports de production à la production de biens destinés à être échangés massivement. Il reste que des traces importantes de ces anciens rapports de production perdurent avec le développement du capitalisme. C'est sur cette base que se développeront, la violence aidant, les rapports marchands et capitalistes à nouveau avec l'industrialisation. C'est pourquoi, les formes de salarisation</p>

porteront l'empreinte là, plus qu'ailleurs, des formes de domination personnelles. Loin de devenir anonymes, les rapports de production se caractériseront par la faveur et le salaire ne sera pas seulement un échange de *valeur*, mais aussi et surtout un échange de *faveur*. Ce combiné "valeur-faveur", souligné par G.Mathias (1987), donne lieu à la fois au niveau politique, à des formes de domination caractérisées par l'autoritarisme et le paternalisme, au niveau économique par la "modernisation conservatrice", et au niveau salarial par la salarisation incomplète, c'est à dire par des formes d'emplois informelles. C'est dire par conséquent combien on ne peut pas réduire l'informalité à l'illégalité, surtout lorsqu'elle repose sur des mécanismes de légitimation non marchands (G.Mathias et P.Salama, 1983) pour les opposer à la légitimation marchandes issues de l'essor des rapports capitalistes, anonymes. C'est dire aussi combien l'essor de ce type d'emplois dans les villes, loin d'être un accident, a des racines historiques profondes et fait partie intégrante de la reproduction des ces sociétés profondément inégalitaires dès l'origine de la colonisation.

L'emploi formel et informel augmente et passe de quinze millions à dix sept millions de 1991 à 2000 dans les six régions métropolitaines du Brésil. La participation de l'emploi informel dans l'emploi total augmente et l'emploi dans l'industrie de transformation baisse sensiblement entre les mêmes dates alors que celui dans les services croît considérablement. C'est dans les services et dans les emplois informels que sont concentrés les pauvres. Lorsque l'importance des emplois informels dans la population active à des origines qu'on ne peut réduire au contournement de la législation fiscale et qu'elle provient des formes de mise au travail, de soumission des populations indigènes et anciennement esclaves, la relation entre chômage et pauvreté est plus complexe que celle qu'on observe dans les pays développés ou en Argentine : le chômage, tel qu'il est mesuré selon les définitions de l'OIT, affecte essentiellement des catégories non pauvres de la population. C'est ce point controversé que nous allons exposer à partir deux études du cas brésilien.

- Une relation positive entre l'accroissement du chômage et la hausse de la pauvreté : R.Paes de Barros et *alli* (2000) font une comparaison des effets de l'inflation et du chômage sur la pauvreté en longue période. Le résultat de leurs tests économétriques révèle que la relation entre la croissance du chômage d'une part et l'augmentation tant des inégalités que de la pauvreté d'autre part, est forte : de mai 1982 à décembre 1998, un accroissement de deux points du chômage se traduit par une hausse de la pauvreté de 2,3 points. Plus précisément la hausse de 6,1 points du chômage entre ces deux dates expliquerait l'augmentation de 7,1 points de la pauvreté. Paradoxalement, cette relation entre la croissance du chômage et celle de la pauvreté serait plus forte que la relation entre l'augmentation de l'inflation et celle de la pauvreté : pour une hausse de un point de l'inflation mensuelle, nous aurions une augmentation de 0,04 points de la pauvreté. Le passage d'une inflation de 0% - observée lors des politiques de stabilisation éphémères – à 80% mensuel expliquerait 3,2% de l'augmentation de la pauvreté et 7,2 points de l'indice de Theil utilisé pour mesurer l'inégalité. La conclusions des auteurs est que la pauvreté est surtout associée à la croissance du chômage alors que la variation des inégalités résulterait surtout de la hausse de l'inflation. Les auteurs nuancent leurs conclusions pour les années quatre vingt quinze et suivantes : l'augmentation du chômage aurait moins d'effets négatifs sur la pauvreté et les inégalités à partir de cette date.

Ces résultats surprennent. Que la hausse de l'inflation ait des effets sur la distribution des revenus est connu des économistes : on observe que la taxe inflationniste est plus élevée pour ceux qui appartiennent aux déciles les plus faibles que pour ceux dont le revenu se situe dans les derniers déciles

les plus élevés. Que cette hausse des inégalités ait des effets sur la pauvreté est également admis¹⁰, mais il est aussi accepté que cet effet négatif puisse être contrebalancé par un taux de croissance important et une hausse consécutive de l'emploi¹¹. La « surprise » vient surtout des résultats obtenus établissant une hiérarchie des causes, l'augmentation du chômage l'emportant sur la croissance de l'inflation dans l'explication de la hausse de la pauvreté. Certes on pourrait considérer que cette influence de la hausse du chômage sur la pauvreté est indirecte : l'augmentation du chômage s'accompagnant d'une dégradation de la qualité des emplois consécutive en partie de l'augmentation du degré d'informalité. On pourrait ainsi observer une augmentation du chômage affectant surtout les emplois formels, où se concentrent les couches non pauvres de la population, une augmentation des emplois informels provenant de ceux dont le revenu est trop faible pour survivre sans travailler - alimentée par ceux dont la perte de leurs emplois formels à revenus modestes et à allocations très faibles ne leur permet pas de survivre -, et une baisse de la qualité de ces emplois. Cette relation plus complexe n'est pas étudiée par les auteurs de l'étude.

- une relation forte entre variation de la pauvreté et évolution de la qualité des emplois. La courte étude de Ramos *et alli* (1999) établit que la relation entre augmentation du chômage d'une part et croissance de la pauvreté d'autre part, n'est pas significative. Ramos *et alli* font une simulation et montrent que si les travailleurs au chômage recevaient un revenu, équivalent à ce qu'ils recevaient lorsqu'ils travaillaient, leur situation ne changerait pas de manière significative, la variation de la pauvreté s'expliquant surtout par la qualité des emplois obtenus (celle-ci pouvant être mesurée par le nombre d'années d'école). C'est là en partie un résultat inverse de celui décrit précédemment, qui va à l'encontre de ce que les théories enseignent, mais il est vrai que celles-ci se réfèrent surtout aux pays développés.

La référence à la qualité des emplois dans des pays où existent une très forte informalité conduit à s'interroger sur la définition du chômage. Les statistiques diffèrent fortement selon que l'on se réfère à l'approche de l'IBGE (PME), qu'utilisent R.Paes de Barros *et alli*, qui correspond à celle admise par l'OIT, ou à celle du DIEESE (PED). Le taux de chômage, mesuré par l'IBGE serait de 7,45% à Sao Paulo en 2000, et mesuré par le DIEESE de 11,02%. Le DIEESE considère certaines formes de sous-emploi comme révélatrices de chômage caché : certaines personnes peuvent être temporairement découragées dans leur recherche d'un emploi, d'autres ont des emplois précaires, insuffisants pour assurer la stricte survie. Si on ajoute au taux de chômage (PED) ces deux formes de chômage caché ou encore « occulte », on obtient pour l'Etat de Sao Paulo, selon l'IPEA, 17,67% en 2000, c'est à dire un chiffre supérieur de dix points à celui indiqué par l'IBGE (7,45%).

L'approche du chômage et du sous-emploi du DIEESE est plus pertinente que celle de l'OIT-IBGE. On peut considérer certes qu'il y a un certain arbitraire dans la définition et la mesure du chômage (quel niveau de précarité prendre ? quand peut-on affirmer qu'il y a un découragement à s'inscrire dans la

¹⁰ bien qu'elle soit souvent moins analysée et particulièrement dans cette analyse de Paes *et alli*.

¹¹ La période de la dictature militaire au Brésil offre un exemple hétérodoxe – par rapport au courant dominant de la Banque mondiale - et saisissant à la fois d'une augmentation des inégalités, d'un taux de croissance élevé et d'une diminution de la pauvreté dans les années soixante dix.

recherche d'un emploi ?), mais malgré ces défauts, elle correspond davantage à la spécificité des économies semi-industrialisées comme le Brésil où règne un taux d'emploi informel particulièrement élevé. Il est assez logique qu'on trouve peu de relations significatives entre chômage et pauvreté dans la mesure où *plus on est pauvre, moins on a la possibilité de ne pas travailler*, les allocations chômage étant inexistantes en général pour les pauvres concentrés dans des emplois informels de basse qualité. C'est d'ailleurs pourquoi les statistiques de l'IBGE montrent que le taux de chômage (PME) est le plus faible chez les travailleurs ayant une scolarité de zéro à quatre ans : 5,42% en 2000, alors qu'il est de 8,43% pour ceux qui ont une scolarité de cinq à huit ans, de 9,17 pour une scolarité de neuf à onze ans, et 3,80% pour ceux ayant bénéficié d'une scolarité supérieure à douze ans. On trouve ainsi des résultats analogues à ceux des pays développés *seulement* pour la catégorie des travailleurs la plus instruite, pour tous les autres, les résultats sont à l'opposé de ceux observés. Dit autrement, alors que dans les pays développés le chômage est d'autant plus important qu'on ait moins instruit, dans les économies semi-industrialisées, c'est exactement l'inverse, à l'exception de la catégorie ayant dépassé douze ans d'enseignement. Cette dernière a d'ailleurs connu un essor important : l'emploi a augmenté de 50% de 1991 à 2000, selon l'IPEA. L'emploi a augmenté pour toutes les catégories, à mesure que l'instruction augmentait, et particulièrement pour la tranche de neuf à onze années d'école, à l'exception déjà souligné des travailleurs n'ayant bénéficié d'une instruction inférieure à quatre années d'école. Nous avons vu que cette évolution contrastée par niveau d'éducation expliquait en partie l'évolution de la pauvreté, celle-ci augmente moins que ce à quoi on aurait pu s'attendre si on avait tenu compte seulement des niveaux de revenu et de leurs évolutions.

Dans la mesure où il existe une relation solide entre la qualité des emplois, le revenu et le niveau d'instruction, on peut donc conclure comme Ramos *et alli*, par la simple logique de l'analyse, qu'il y a une relation solide entre la pauvreté et la qualité de l'emploi et peu de relations directes et fiables entre la pauvreté et le chômage, sinon indirecte comme nous l'avons souligné. L'absence de relation directe entre augmentation du chômage et accroissement de la pauvreté n'est cependant pas vérifiée dans des pays comme l'Argentine où l'informalité revêt une autre signification. L'augmentation forte du chômage se traduit par une forte hausse de la pauvreté et la multiplication d'emplois informels à temps partiels.

On peut déduire que l'essor de la précarité, du travail à temps partiel, la raréfaction relative de la création d'emplois formels à l'exception de ceux qui exigent un niveau d'instruction relativement élevé, constituent des facteurs qui potentiellement sont de nature à conduire à une augmentation de formes nouvelles de la pauvreté.

La précarité en même temps que l'intensité du travail augmentent. Les craintes d'avoir des difficultés de retrouver un emploi, en cas de licenciement deviennent plus fortes que par le passé et changent non seulement les conditions de travail, mais aussi les manières de vivre le travail. Le "stress" augmente à cause des nouvelles conditions de travail, et parce que la crainte de perdre son emploi et de se retrouver dans la pauvreté sont aujourd'hui plus fortes qu'hier. Avec la recherche d'une flexibilité accrue du travail dans l'entreprise et de nouvelles formes de domination dans le travail, les conditions de travail tendent à se rapprocher alors de celles dominantes dans les emplois informels. On assiste alors à un double mouvement, d'un côté, avec la démocratisation des régimes politiques, les emplois

informels commencent à bénéficier modestement de certaines des prestations (accès aux soins) et se rapprochent des avantages liés aux emplois formels, d'un autre côté, les emplois informels s'informalisent avec l'essor de la précarité et de la flexibilité du travail. L'introduction massive de la flexibilité explique en partie aujourd'hui la persistance de la pauvreté à son niveau actuel. Hier, avant hier la diminution de la pauvreté venait de la création d'emplois, hier, son augmentation avait pour origine l'inflation et des effets régressifs sur la distribution des revenus, aujourd'hui, la persistance de la pauvreté vient de la nature des emplois créés. De telles évolutions appellent à une analyse en terme d'exclusion et légitiment des approches qualitatives de la pauvreté qui ne soit pas seulement monétaires comme celles que nous avons présentées. C'est aussi pourquoi il paraît souhaitable que soit également utilisée une batterie d'autres indicateurs cherchant à mesurer la qualité de vie, au travail, au domicile, à l'égal de ce qui se fait aujourd'hui dans les pays développés, dans le but d'appréhender les *multiples facettes de la pauvreté*. Ces indicateurs, dont la plupart ont été présentés et discutés dans le livre, permettraient de comprendre les phénomènes d'exclusion, de saisir l'influence d'une évolution différenciée des revenus sur les comportements, d'appréhender l'influence des facteurs non monétaires, liés à l'environnement et à sa dégradation, au rétrécissement de la famille et aux mutations de la solidarité, etc, sur la qualité de vie.

III. CROISSANCE ET INEGALITES

► une augmentation des inégalités

La libéralisation rapide des marchés, en permettant une éradication des processus hyper inflationnistes dans les pays où elle sévissait, une consolidation ou un retour de la croissance, offre un double visage : dans un premier temps, la pauvreté et les inégalités diminuent, dans un second temps la croissance se nourrit de l'inégalité profonde existante, l'accentue souvent, l'allège parfois lorsque elle devient plus vive, mais à la marge. Elle ne parvient pas à diminuer durablement la pauvreté et les inégalités parce qu'elle les entretient et se nourrit d'elles.

Les années quatre vingt dites de la « décennie perdue »

Les fluctuations de fortes ampleurs du PIB, à la hausse comme à la baisse (Salama 1998, Rodrik, 2001), dans un contexte dépressif et fortement inflationniste sur longue période, affectent la distribution des revenus et la la pauvreté. Selon la Cepal, dans une étude reprise et exploitée par V.Bulmer-Thomas (1998), la décomposition de ces années en phases récessives, de croissance zéro, et enfin expansives révèlent à partir de 36 observations effectuées sur 11 pays de la région, que dans quinze cas analysés en période de récession, le revenu moyen des quarante pour cent de la population la plus démunie, s'est détériorée, alors que celui des quinze pour cent la plus riche s'est amélioré dans 7 cas sur 15 et a faibli dans 8 cas sur quinze. Lorsque l'économie stagne, sur 4 cas observés, le revenu moyen des quarante pour cent les plus démunis, s'améliore légèrement alors que celui des 10% les plus riches, paradoxalement, est légèrement affaibli. Dans les phases ascendantes du cycle, sur 17 cas observés, le revenu des quarante pour cents les plus démunis baisse dans 5 cas alors que cette baisse n'est observée que dans 2 cas sur 17 pour les 10% les plus riches. On comprend qu'avec de telles évolutions du PIB et des inégalités, l'ampleur et la profondeur de la pauvreté, les inégalités parmi les pauvres aient pu augmenter très fortement.

A quelques rares exceptions près, les différents pays d'Amérique latine sont particulièrement inégalitaires, comme le montre le tableau suivant, et parmi eux le Brésil est celui où les inégalités sont les plus importantes¹².

Tableau 4 : indicateurs d'inégalités en Amérique latine (Caraïbes incluses), 1986-1996

	Theil	Gini	Atkinson
1986	0,59	0,54	0,47
1989	0,73	0,58	0,52
1992	0,62	0,55	0,51
1994	0,65	0,56	0,51
1996	0,65	0,56	0,52

Source : Wodon, op.cit. p.4

Selon ces différents indicateurs, l'inégalité a augmenté en dix ans. Après avoir atteint un pic à la fin des années quatre vingt, elle décline légèrement, voire se stabilise¹³. Ces données sont insuffisamment fines et il faudrait les décomposer selon les déciles. Nous ne disposons pas de séries temporelles pour le faire, les seules données à notre disposition (1996) révèlent une particularité importante : le rapport du Gini des dix déciles sur celui des neuf premiers déciles est très élevé, beaucoup plus qu'il ne l'est aux Etats Unis par exemple (Banque interaméricaine de développement, p. 19).

Mettre graphique 4

Dans une certaine mesure, nous sommes en présence d'une *bipolarisation* dans la concentration des revenus effectuée en partie au détriment d'une fraction importante des couches moyennes et bien sûr des plus pauvres, tout au moins lors de la période inflationniste (Salama 1995 ; Londono et Szekely, 2000). Cette évolution est en partie due aux bénéfices tirés de l'hyper inflation par les cinq à dix pour cent de la population (la plus aisée) et, lorsque la hausse des prix cesse, la source de leur enrichissement absolu et relatif étant tarie, on observe souvent un déclin relatif et léger de leur part dans le revenu national¹⁴. Dans la même ligne de pensée, on doit considérer en fait la déformation de la courbe de Lorentz¹⁵ : on peut très bien à la fois observer une concentration des revenus, mesurée par

¹² La CNUCED propose un indicateur plus complexe dans le but de tenir compte de la formation sociale dans sa totalité. Elle considère la participation dans le revenu des 40% les plus pauvres, des 20% les plus riches et des 40% restant qualifiés de "couches moyennes" pour simplifier, dans chaque pays. On obtient ainsi cinq groupes de pays. Le premier est composé des pays les plus inégalitaires puisque les 20% les plus riches bénéficient de 60% et plus des richesses produites, les couches moyennes 30% et les quarante pour cent les plus pauvres de dix pour cent de ces richesses. Le pays classé premier dans ce groupe considéré comme le plus inégalitaire est le Brésil.

¹³ Pour une étude comparative avec les économies asiatiques, périodisées selon les phases de croissance et de crise, voir L.Taylor (2000)

¹⁴ Telle est l'évolution observée au Brésil où les 10% les plus riches comptent 48,8% des richesses distribuées en 1986 ; 53,2% en 1989 et 46,8% en 1999, cette réduction étant particulièrement concentrée dans les 1% les plus riches (15,2% en 1986 ; 17,3% en 1989 (période inflationniste) ; 13,9% en 1995 (fin de l'hyper inflation) et 13% en 1999). Les 9% suivants connaissent une stabilisation de leur part relative (33,6% en 1986 et 33,8% en 1999 après avoir eu un pic à 35,9% en 1989. (source IBGE/PNAD). Notons ici que nous limitons l'analyse aux seuls revenus perçus en faisant abstraction de la concentration très élevée des patrimoines.

¹⁵ courbe mettant en rapport les perciles, décile ou quintiles de la population avec le revenu cumulé qu'ils reçoivent.

le coefficient de Gini, et en même temps constater une augmentation de la part des 30% les plus pauvres dans le revenu national (déciles où on sont concentrés les pauvres.), de telle sorte que combinée avec une croissance par tête positive, l'ampleur de la pauvreté diminue. Mais on peut aussi observer, plus rarement il est vrai, à la fois une baisse de la part du premier décile (le plus riche) et une réduction de la participation des 30% les plus pauvres, de telle sorte que malgré la croissance, l'ampleur de la pauvreté ne soit pas réduite. Enfin, on peut constater une légère augmentation de la concentration des richesses attribuée quasi exclusivement aux dix pour cent (ou aux cinq pour cent) les plus riches de telle sorte que la croissance par tête ne puisse générer une diminution de l'ampleur de la pauvreté à la hauteur de qui aurait pu être obtenu si les inégalités avaient été maintenues ou si elles avaient été réduites.

Selon les recherches de Székely M. et Hilgert M (1999), la distribution des revenus, limitée aux seuls revenus du travail, est devenue plus inégale dans onze pays sur quatorze¹⁶ lors de la décennies des années quatre vingt dix. En Bolivie, Chili, Costa Rica, Equateur, El Salvador

Mettre graphiques 5 et 6

, Honduras, Uruguay et Venezuela, l'augmentation de la concentration des revenus s'explique essentiellement par l'accroissement des inégalités parmi les neuf premiers déciles, alors qu'au Brésil et au Pérou ce serait en raison de l'augmentation de la part relative dans le revenu des centiles situés entre 90 et 95, qu'au Nicaragua et à Panama, des centiles 95 à 98, qu'au Mexique et au Paraguay des 2% les plus riches de la population. (p.28)

La pauvreté est considérable en Amérique latine, tant par son ampleur que par sa profondeur. La croissance seule ne peut alléger durablement la pauvreté. Nous avons vu que la réduction de dix points de la pauvreté en deux ans au Brésil s'expliquait essentiellement par les effets redistributifs de la fin de l'hyper inflation et par le changement des anticipations. Pour souligner l'importance des modifications de la distribution des revenus sur la pauvreté, on peut raisonner dans un premier temps *a contrario*, à l'aide de scénarios. On suppose que la croissance, tout en restant ni trop élevée, ni trop faible, n'a pas d'effets redistributifs, qu'elle est stable et durable.

➤➤croissance - inégalité- pauvreté :

Il y a déjà quelques années N.Lustig (1989) avait estimé pour le Mexique combien d'années étaient nécessaires pour combler la brèche entre le niveau de rémunération atteint par les 10% les plus pauvres, puis par les 10% suivants, etc, et le salaire minimum de 1977, proche de la ligne de pauvreté. Nora Lustig fait deux hypothèses. La croissance est supposée *neutre* du point de vue de la distribution des revenus, le coefficient de Gini est supposé rester stable tout au long de la période ; le taux de croissance est régulier et s'élève à 3% par an. Avec ces hypothèses, la population composant le premier décile (les plus pauvres) devrait atteindre 64 ans pour que son revenu atteigne le seuil de pauvreté, celle du second décile n'aurait que (...) 35 ans à attendre et celle du décile suivant 21 ans.

¹⁶ Le nombre de pays considéré dans l'enquête est limité à quatorze car ce sont des pays dont on peut comparer les statistiques.

C'est dire l'ampleur du problème de la pauvreté dans un pays pourtant moins inégalitaire que le Brésil et combien il est vain d'attendre de la seule croissance, fût elle non inégalitaire, une résolution rapide du problème de la pauvreté. Plus récemment, Paes de Barros R et Mendonça R (1997) ont fait des simulations intéressantes pour le Brésil. L'hypothèse consiste également à supposer constante la distributions des revenus (celle de 1993) et de calculer le nombre d'années de croissance continue et régulière pour que l'ampleur de la pauvreté baisse. Les auteurs obtiennent les résultats suivants : 10 ans de croissance au taux de 3% an permettent une réduction de la pauvreté de huit points mais de deux point seulement si la croissance n'était que de 2%. Les auteurs ensuite analysent l'effet de la distribution des revenus sur l'ampleur de la pauvreté. La méthode consiste à supposer le maintien du revenu moyen du Brésil et d'affecter au pays une courbe de Lorentz d'un autre pays moins inégal. Si le Brésil avait la même courbe de Lorentz que la Colombie, la pauvreté baisserait de huit points, cette baisse serait de 6 points si la courbe adoptée était celle du Mexique. Dans cette logique on peut également calculer quel devrait être le taux de croissance pendant dix ans – avec maintien de la distribution des revenus - pour obtenir une réduction équivalente à celle réalisée en adoptant la distribution des revenus d'un autre pays, tout en conservant son revenu moyen de départ. Pour obtenir le même degré d'inégalité que la Colombie et le Mexique, il faudrait que la croissance soit de 2,8% an et 2,4% respectivement.

La croissance n'est jamais neutre en terme de distribution des revenus. Sur longue période, elle a été particulièrement inégalitaire. Birdsall et Londono (1997) ont montré que la population dite pauvre en Amérique latine était évaluée à 110 millions de personnes approximativement en 1970, et qu'elle s'élevait à 150 millions en 1995. Si l'inégalité des revenus, mesurée ici par le coefficient de Gini, était restée stable tout au long de ces années, le nombre de pauvres se serait élevé à 120 millions de personnes. L'écart de 30 millions de pauvres supplémentaires est le produit de l'augmentation moyenne des inégalités observée sur la période, que celle-ci soit le fait de l'augmentation de l'inflation, du défaut de croissance pendant la « décennie perdue », ou bien de l'inégalité inhérente à certains régimes d'accumulation. La prise en compte des inégalités que génère la croissance dans cette période accroît l'ampleur de la pauvreté. *A contrario*, ne pas en tenir compte, sous estime le laps de temps à attendre pour que la pauvreté diminue. e en place.

➤➤➤diminuer les inégalités ?

Des tests économétriques, effectués principalement par les Institutions internationales, et de récentes formalisations donnent un rôle important à la distribution des revenus pour expliquer la croissance¹⁷. Moins les inégalités de revenu - mesurées par le rapport entre les deux premiers (ou les quatre pre-

¹⁷ Il est surprenant que pour démontrer les relations entre équité et croissance, la plupart des tests prennent des périodes très larges, par exemple 1965 à 1990, dans lesquelles sont mélangées des phases de haute conjoncture (1965 -1982) et des phases de fortes dépression (la décennie perdue des années quatre-vingt), et composent des échantillons de pays dont l'homogénéité est contestable (par exemple : Banque mondiale, 1993).

miers) déciles et les deux derniers - sont importantes, plus la croissance est vive et durable et inversement (Birdsall et alli dans Turnham et alli, 1995)¹⁸.

Des inégalités de revenu faibles constitueraient ainsi un facteur positif pour la croissance et celle-ci agirait à terme sur la diminution de la pauvreté, d'abord faiblement si les pauvres sont éloignés de la ligne de pauvreté, puis massivement si les inégalités parmi les pauvres sont faibles. Inversement, des inégalités élevées ne favoriseraient pas la croissance et le cercle vertueux décrit à l'instant ne pourrait se dérouler. Dans ces conditions, comment obtenir une croissance forte dans des pays où les inégalités de revenu sont particulièrement importantes comme c'est le cas dans la plupart des économies latino-américaines? Faut-il redistribuer les revenus en faveur des couches les plus pauvres ou bien "attendre" que la croissance oeuvre pour les moins favorisés¹⁹, tout en favorisant par des mesures de libéralisation son essor?

Insister sur le degré d'inégalité des revenus *et* la non-libéralisation de l'économie pourraient fournir une "explication" de la croissance plus modérée en Amérique latine que dans les pays asiatiques²⁰ et définir une politique économique susceptible d'agir sur la pauvreté, son ampleur et sa profondeur grâce à la libéralisation des marchés. A l'inverse, diminuer la pauvreté et les inégalités, retrouver la croissance pourraient résulter d'une intervention de l'Etat plus conséquente, moins bureaucratique, jouant à la fois sur une politique redistributive des revenus et une politique industrielle, à l'égale de celle observées dans de nombreux pays asiatiques. Force est de constater, cependant, que les recommandations dominantes, faites par les Institutions internationales, insistent en général sur le rôle régulateur du Marché et sur les aspects nocifs de l'intervention de l'Etat lorsque celle-ci dépasse les champs restreints définis par l'approche libérale : pas d'intervention dans l'allocation des ressources, dans l'investissement productif, une politique redistributive limitée par les principes rawlsiens d'équité

¹⁸ Ces conclusions s'opposeraient ainsi à la thèse développée par Kuznets selon laquelle la distribution des revenus suivrait une courbe en U inversée. Au début les inégalités s'accroissent avec la croissance puisque les travailleurs se déplacent des secteurs à faible productivité vers ceux à productivité plus élevée. Ou encore aux analyses de Kaldor mettant en rapport le degré d'inégalité et l'importance de l'épargne. Une augmentation des inégalités devrait permettre de dégager des sources d'épargne supplémentaires (les couches aisées épargnant davantage que celles qui ne le sont pas), et consécutivement davantage d'investissement et de croissance. Sur ce point voir également Dollar et alli (op cit).

¹⁹ le propos doit bien sûr être nuancé. Les Institutions internationales considèrent souvent qu'il faut aider directement, et à l'aide de programmes ciblés, la pauvreté extrême (les indigents). Les "autres pauvres", ceux dont le revenu est situé entre la ligne d'indigence et la ligne de pauvreté, ne doivent pas bénéficier d'une redistribution des revenus, mais de programmes d'éducation et de santé. Notons que cette position commence à évoluer : bourses de scolarité versées aux mères de famille pauvres et, plus timidement, redistribution par le biais de la fiscalité (voir Valier J, 2000).

²⁰ Nous utilisons à escient le conditionnel. La plupart des économies latino-américaines ont connu des phases d'essor prolongées, des années cinquante aux années soixante-dix, et pour certaines, plus longues, avec une distribution des revenus particulièrement inégale et une intervention de l'Etat pour le moins substantielle, puisque certains théoriciens focalisaient leur recherche, à cette époque, sur le rôle industrialisant des Etats et que la Banque Mondiale, bien plus keynésienne qu'elle ne l'est aujourd'hui, cherchait à favoriser son intervention. Pour une étude détaillée des fondements théoriques de l'intervention importante de l'Etat dans les pays sous développés, voir G.Mathias et P.Salama (1983). Ajoutons enfin, que c'est dans une phase d'accroissement des inégalités, rendue possible par un coup d'Etat militaire, que le Brésil a connu ce que d'aucun nommait à l'époque "un miracle économique".

et de justice²¹, une intervention de l'Etat limitée à quelques secteurs non marchands : la santé (en insistant sur la priorité au financement de politiques préventives), l'éducation (en privilégiant l'enseignement primaire), l'infrastructure (transport, mais aussi énergie, égouts etc). Ce type d'intervention, limité à la production d'externalités pour les entreprises, ou prévenant celles, négatives, produites par le Marché, *serait et est* de nature à diminuer l'indicateur de pauvreté humaine construit par le PNUD. Ses effets sont importants sur l'amélioration du niveau de vie des couches les plus pauvres et les plus modestes²². Mais il est très limité.

En conclusion, la croissance est économe en emplois industriels mais prolifique en emplois informels. La flexibilité du travail augmente (précarisation accrue, travail à temps partiel), les salaires sont loin de suivre l'évolution de la productivité du travail à l'exception de ceux qui possèdent un emploi très qualifié, le chômage tend à augmenter malgré l'essor des emplois informels. La croissance a des effets positifs sur la pauvreté mais ils sont plus faibles que ceux prévus, non seulement parce qu'à moyen terme les taux de croissance reste modeste par rapport aux années cinquante-soixante dix, mais surtout parce qu'elle s'inscrit dans un régime d'accumulation spécifique hautement instable que nous allons analyser. Le paradoxe est alors le suivant, alors qu'hier la pauvreté enflait avec l'inflation, aujourd'hui elle peut venir de certaines formes, précaires, à temps partiel, de mise au travail. Obtenir un travail ne signifie pas nécessairement sortir de la pauvreté, mais peut y conduire lorsque la « qualité » du travail est faible.

Le débat sur les effets de la croissance sur la pauvreté, considérée *in abstracto* n'a guère de sens « car il détourne l'attention de questions qui devraient être celles sur lesquelles on devrait concentrer son attention : qui travaille, comment et dans quelles circonstances » (Rodrik, 2000, p. 9)

²¹La redistribution doit être telle qu'elle ne doit pas amputer le niveau absolu des revenus de certaines couches, au bénéfice d'autres, afin de ne pas les inciter à travailler moins. La progression des revenus peut être, par contre, différenciée, ce qui, dans les pays où une inégalité profonde des revenus domine, laisse peu de marge à une politique redistributive, surtout si la croissance est faible ou absente. En fait deux idées s'opposent : la première insiste sur cette approche en terme d'équité et de justice et considère que la libération des forces du Marché devrait impulser la croissance et permettre ainsi une progression mécanique des revenus des plus pauvres qui s'ajouterait à celle obtenue grâce à la redistribution des revenus selon les règles définies; la seconde adopte une autre approche de la justice et de l'équité et considère d'abord les inégalités d'un point de vue éthique, ensuite d'un point de vue économique. Dit autrement, des mesures de redistribution peuvent avoir un coût, y compris en terme de croissance qu'il convient de calculer, mais elles doivent être prises pour des raisons éthiques, quitte à ce qu'elles soient étalées dans le temps. Ces mesures peuvent aussi avoir une certaine efficacité économique en permettant que soit changée la régulation et que la valorisation du capital soit améliorée dans les secteurs répondant à la hausse de la demande solvable produite par l'amélioration du pouvoir d'achat des couches à revenus les plus faibles. Mais elles peuvent aussi ne pas favoriser la croissance et être peu efficaces (pour une discussion de cette efficacité, voir Bourguignon (1999) et sa proposition d'améliorer le revenu des couches moyennes pour accroître par ricochet celui des plus pauvres). L'argument économique n'est donc pas suffisant en lui même pour justifier une redistribution importante des revenus en faveur des plus démunis, même s'il est appréciable. Une politique de redistribution qui n'obéirait qu'à des arguments économiques aurait des fondements bien fragiles. C'est pourquoi les arguments d'ordre éthique doivent être mis en premier. Cela étant, force est de remarquer que, globalement, les arguments éthiques et économiques vont dans le même sens aujourd'hui.

²² Des tests ont également montré que les pays qui consacraient le plus de ressources (en pourcentage du PIB) à ces dépenses, connaissaient une croissance élevée et durable. (pour une revue de ces études, Fislow, 1996). A l'inverse, ceux qui dépensaient peu en éducation, santé, infrastructure, recherche connaissaient une croissance faible et irrégulière sur une longue période, surtout si parallèlement ils consacraient l'essentiel de leurs recettes publiques à payer une bureaucratie "démessurée", à combler les déficits béants de leurs entreprises publiques.

IV. UN REGIME D'ACCUMULATION SPECIFIQUE A DOMINANTE FINANCIERE.

La dépendance financière est devenue exorbitante et se traduit par une vulnérabilité macroéconomique forte depuis le début des années quatre vingt dix. Celle-ci serait principalement à l'origine des crises et de l'aspect heurté de la conjoncture sur moyenne période.

Nous exposerons successivement les raisons qui fondent cette caractérisation du ce régime d'accumulation, puis nous discuterons, à la lumière des évolutions récentes, l'instabilité liée à ce régime d'accumulation.

➤ la libéralisation des marchés comme réponse aux très fortes inflations et à l'atonie de la croissance :

Dans les années quatre vingt dix, l'ouverture rapide des frontières a conduit à une destruction-restructuration de l'appareil de production, la destruction l'emportant en partie sur la restructuration. La balance commerciale est devenue fortement négative surtout lors des premières années de libéralisation des marchés. Le vif essor des exportations, et la transformation parfois de leur contenu, n'ont pas été et ne sont pas suffisants pour compenser celui des importations. La restructuration de l'appareil industriel n'a pas été assez rapide et importante pour que les entreprises modernisées puissent exporter suffisamment et compenser ainsi le vif essor des importations, transformer positivement et durablement le solde de la balance commerciale pour une raison simple : les investissements sont en effet insuffisamment élevés par rapport au PIB, surtout lorsqu'on les compare à ceux réalisés dans les économies asiatiques. Les bourses connaissent un essor considérable, non seulement parce que des capitaux viennent de l'étranger à l'occasion des privatisations, mais aussi parce que les entreprises arbitrent en faveur de placement en portefeuille lucratifs plutôt que d'investir davantage.

La stabilité relative du taux de change nominal, a crédibilité acquise au prix d'une libéralisation soudaine et importante des marchés, se traduisent par une appréciation forte de la monnaie nationale en terme réel. On se trouve dès lors devant le paradoxe suivant, d'un côté, la libéralisation financière impose une relation plus ou moins stable de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar, l'entrée massive de capitaux tend à apprécier un taux de change réel, déjà fortement apprécié par la réduction de l'inflation parallèle à la stabilité du taux de change nominal; d'un autre côté l'appréciation du taux de change réel par rapport au dollar freine l'essor des exportations en même temps qu'elle stimule les importations et, ce d'autant plus que le commerce est diversifié géographiquement (Brésil, Argentine à la différence du Mexique dont le commerce est concentré sur l'Amérique du Nord) et que le dollar lui-même s'apprécie par rapport aux autres devises clés.

Le déficit de la balance des comptes courants croît fortement, non seulement parce que le solde de la balance commerciale devient d'abord profondément négatif, ensuite un peu moins, mais aussi parce qu'augmentent les dépenses de tourisme, les dépenses liées au retour des profits et dividendes des firmes multinationales, dont la progression très élevée est à la mesure de l'internationalisation du capital croissante, ainsi que celles liées à l'achat de brevets étrangers et enfin les dépenses croissantes liées au service d'une dette externe en plein essor. Enfin le déficit de la balance des comptes courants

n'exprime qu'une partie du besoin de financement puisqu'à ce dernier il convient d'ajouter l'amortissement de la de la dette.

La hausse des taux d'intérêt, voire son maintien à un niveau relativement élevé, condition nécessaire mais pas suffisante pour attirer les capitaux²³, d'un côté rend plus vulnérables les banques en abaissant en partie la valeur de leurs actifs (Gavin et Hausmann, 1996), en les incitant à accorder de mauvais crédits et en augmentant le risque d'impayé des débiteurs; d'un autre côté, élève considérablement le coût des emprunts, affaiblit de ce fait les Etats face à l'Etat fédéral, augmente le déficit budgétaire qu'une réduction des dépenses publiques ne parvient pas juguler, et incite à revoir à la baisse les projets d'investissements des entreprises pour deux raisons, l'une liée au coût, l'autre à la possibilité d'arbitrer en faveur d'achat de bons du trésor plus rentables que l'investissement lui-même. La vulnérabilité des banques, déjà fragilisées par la libéralisation très rapide des marchés financiers et l'augmentation des crédits douteux, augmente lorsque les dépôts ne suivent pas au même rythme la croissance des taux d'intérêt, et leur capitalisation devient plus pressante lorsque la crise apparaît. Le coût pour recapitaliser les banques et socialiser leurs pertes atteint déjà des dimensions considérables au Mexique après les fortes dévaluations de 1994 et 1995.

Le dépassement des déficits de la balance des comptes courants passe par des entrées de capitaux de plus en plus massives auquel s'ajoute les sorties de plus en plus considérables au titre de l'amortissement du capital emprunté. Le fonctionnement de l'économie s'oriente vers ce que Keynes nommait une « *économie casino* » : le besoin de financement appelle des entrées de capitaux à la mesure de ce besoin croissant. Plus on s'approche d'un seuil de déficit insoutenable, plus les taux d'intérêt augmentent et les capitaux flottants, placés à très court terme, affluent. Une fois franchi ce seuil – difficile à définir - l'ampleur des déficits (budgétaires, balance des comptes courants) suscite une chute de la crédibilité de la politique économique des gouvernements, des sorties massives de capitaux, une baisse drastique des bourses nationales, et dans la plupart des cas un effondrement de la monnaie par rapport au dollar, le tout suivi d'une récession, celle-ci étant encore plus élevée si la valeur de la monnaie est préservée malgré la perte de crédibilité dont souffre la politique économique du pays qui se traduit par une augmentation des taux d'intérêt, un déficit fiscal accru et une incapacité de mener une politique économique cohérente (Argentine, depuis 1998). Ainsi, tant que le fonctionnement de l'économie casino ne suscite pas de craintes d'insolvabilité, les déficits sont comblés par des entrées de capitaux. Déficits et entrées vont dans le même sens. Lorsque les déficits continuent à se creuser, mais que les entrées de capitaux cessent et que ceux-ci quittent le pays, déficits et sorties de capitaux s'ajoutent.

La logique financière introduite par le fonctionnement d'une économie casino tend à imposer une *grande instabilité* et donc des fluctuations importantes de l'activité économique. Il s'agit d'un véritable cercle vicieux. Cela étant, il serait erroné d'attribuer à cette seule dimension financière, fût elle considérable, la responsabilité de la venue d'une crise. Elle pèse *structurellement* mais les crises peuvent

²³ Cette position est partagée aujourd'hui par de nombreux économistes. Rodrik (2001), page 23 et suivantes, analyse cette logique conduisant à une appréciation du taux de change réel, écrit : «les taux de change flexibles sont moins guidés par les perturbations dans la compétitivité ou des fluctuations de la balance commerciale et plus par le désir de maintenir les flux de capitaux à court terme et la confiance des investisseurs », p.24 et à une hausse des taux d'intérêt réel une fois ceux-ci menacés ajouterons nous.

aussi provenir d'une valorisation devenue insuffisante du capital, due à un surinvestissement relatif, d'une détérioration profonde des termes de l'échange des produits primaires, conduisant à un déficit commercial accru, à une hausse des taux d'intérêt si une partie importante des recettes budgétaires vient de la taxation de ces importations. On peut considérer que la crise argentine de la fin des années quatre vingt dix et du début des années 2000 s'explique à la fois par des causes financières et par la détérioration des termes de l'échange, dont les effets sont devenus d'autant plus importants que l'économie s'est primarisée tout au long de la décennie passée. De même peut on considérer que le léger ralentissement économique en 1998-99 observé au Mexique s'explique par la contagion de la crise financière et la baisse des recettes budgétaires provoquée par la baisse du prix du pétrole et la hausse consécutive des taux d'intérêt décidée pour éviter une montée du déficit budgétaire.

Ce régime d'accumulation à dominante financière devient progressivement un *piège* dont il est de plus en plus difficile de sortir sans crise. La logique financière de ces régimes d'accumulation imprime à la croissance un profil de « montagnes russes ».

Au total, ce type de croissance repose sur "*le fil du rasoir*". La durabilité de cette croissance est problématique. Lorsque survient la crise, la crainte de voir les capitaux sortir conduit à élever les taux d'intérêt à un niveau tel qu'il devient un obstacle quasi-impossible à franchir pour les projets d'investissement nécessitant un recours au crédit et rend très difficile le remboursement des crédits anciens, ce qui fragilise les banques, mais aussi les gouvernements fortement endettés et modifie les relations entre Etat central et Etats fédérés fortement endettés. Cette mesure étant considérée comme insuffisante pour rétablir la confiance des marchés, une politique d'austérité est alors engagée. Les dépenses publiques devraient être réduites d'autant plus fortement que celles assurant le service de la dette interne et externe augmentent de manière exponentielle, à mesure que les taux d'intérêt s'élèvent et qu'il convient de dégager un excédent budgétaire (hors service de la dette). Comme il est difficile de créer de nouveaux impôts, que la réduction des dépenses de manière significative devient également difficile en raison de leur caractère incompressible, la situation se résout soit par un « blindage » financier conséquent, accompagné d'une promesse de réduire ces dépenses, soit/ et par une dévaluation. Les taux d'intérêt peuvent alors de nouveau baisser, la croissance reprendre sans qu'il y ait une hausse significative de l'inflation, le déficit budgétaire baisser.

Selon les travaux de Rodrik (2001), la volatilité des flux bruts de capitaux privés en pourcentage du PIB²⁴, mesurée par l'écart type, expliquerait un peu plus de la moitié de la volatilité du PNB de l'ensemble des économies latino américaines, alors que dans les années quatre vingt, ce chiffre s'élevait à vingt pour cent.

➤➤ **La vulnérabilité macroéconomique de ces modèles est profonde et ses effets sur la pauvreté sont très importants.**

La crise de fin 90' est riche d'enseignements. Seule l'Argentine est entrée dans une profonde récession dont elle a bien de la peine à sortir. Le Brésil a connu un fort ralentissement, une récession certes mais pas une dépression, la croissance s'établissant au voisinage de zéro. L'amplitude a donc été

²⁴ Une observation par pays aussi bien pour chaque décennie (80 et 90) ; sont exclus les pays dont les flux de capitaux sont très volatils pour des raisons spécifiques, comme le Suriname, Panama, Bahamas et Nicaragua.

moins importante que ce qu'on pouvait prévoir. Le Mexique n'a pas connu de récession, bien au contraire l'expansion a été soutenue. Ce serait donc une erreur de penser que les fluctuations seraient de plus en plus rapprochées et surtout qu'elles se dérouleraient plus ou moins simultanément. Les effets de la vulnérabilité macroéconomique sur la pauvreté sont majeurs, non seulement parce que l'inflation ayant disparu, la seule manière de réduire la masse salariale serait de diminuer l'emploi plutôt que les salaires réels (Marquez G, 2000, p. 7 et 8,) mais parce qu'avec la crise se développe des activités de survie. L'informel, plus important, tend à s'informaliser davantage en même temps qu'augmente le travail à temps partiel, dont les revenus sont en deça de ceux correspondant à la ligne de pauvreté, et une très forte précarité tend à s'instituer. Reprenant les travaux de De Janvry et Sadoulet (1999), N.Lustig (2001) souligne les effets de la crise inflationniste des années quatre vingt : chaque point de déclin du PIB durant les phases de récession se traduit par une augmentation de 3,7% de l'ampleur de la pauvreté urbaine et de 2% de la pauvreté rurale. Ces chiffres sont plus élevés que ceux que nous avons présentés avec les travaux de Wodon, mais ils concernent des moments spécifiques, à savoir les périodes de crise. La crise provoque en effet des effets démultipliés sur la pauvreté que ne compense pas une reprise économique d'un même montant et d'une durée semblable. Le phénomène d'hystérisis s'explique essentiellement par deux causes : la crise accentue les inégalités profondément, davantage que dans les pays développés en raison de la faible protection sociale, réduite avec la libéralisation des marchés²⁵ ; les services publics, dont l'école et la santé, souffrent particulièrement des réductions de dépense décidées pour retrouver un équilibre budgétaire²⁶. La durée moyenne de scolarité baisse et sa qualité fléchit. Les enfants pauvres fréquentent moins assidûment l'école et travaillent davantage. La recherche d'activités de survie à court terme rendue nécessaire par la crise, la qualité et la durée de la scolarité plus faibles, la protection sanitaire réduite, la nutrition davantage insuffisante, diminuent, dans certains cas de manière irréversible, les capacités de sortir de la pauvreté une fois la reprise économique venue.

L'asymétrie des effets peut être résumée dans le tableau suivant (Lustig, 2001) :

Tableau n° : Crise et ampleur de la pauvreté (en %)

					Après la crise : pnb par tête	
An-	Avant la crise	Année de la crise	Après la crise	Versus année	Versus année	

²⁵ Rodrik compare la crise des années trente aux Etats Unis avec celle des années quatre vingt en Amérique latine, d'ampleur et de durée équivalentes : dans un cas on est passé du « laisser faire » à l'interventionnisme, et dans l'autre cas, de l'interventionnisme au « laisser faire », favorisant ainsi le marché au détriment de l'Etat (Rodrik, 2001, p.11 à 13).

²⁶ Hicks N ; et Wodon Q.,(2001) étudient l'élasticité des dépenses sociales, et plus particulièrement des programmes ciblés, par rapport au PIB dans les phases de croissance et dans celles de récession et concluent que les gouvernements sont en général « pro-pauvres » dans les phases de croissance, cette attitude change dans les phases de récession, les dépenses sociales baissant au moment même où les pauvres subissent plus fortement la récession que les autres couches, elle devraient augmenter. Pour un pour cent de baisse du PIB par tête, les programmes ciblés baisseraient de deux pour cent par pauvre, la moitié de cet effet vient de la baisse du PIB, l'autre de l'augmentation du nombre de pauvres (p.109 et suiv.).

pays	née de la crise					de la crise				avant la crise
Argentine (GBA)	1995	16,9	1993	24,8	+	26,3	1997	+	+	+
Brésil (régions métropolitaines)	1990	27,9	1989	28,9	+	nd	nd	Nd	Nd	Nd
Mexique	1995	36	1994	Nd	Nd	43	1996	+	+	-
Venezuela	1994	41,4	1993	53,6	+	48,2	1996	+	-	-

Source :N.Lustig (extraits), op.cit, p.19

Comme on peut l'observer, la pauvreté augmente fortement avec la crise et ne tend pas, malgré une année ou deux de reprise économique, à baisser. Elle tend même à augmenter et il faut une période de croissance plus longue et soutenue pour qu'elle commence à fléchir.

La volatilité du PIB, expliquée pour moitié par celle des flux de capitaux privés dans les années quatre vingt dix, induit une forte volatilité du revenu des ménages, et plus particulièrement de celui des couches les plus modestes. Rodrik (2001) établit une relation entre la volatilité du revenu des ménages et celle du PIB à partir d'une identité simple : la croissance du revenu du $n^{\text{ième}}$ ménage est égale à la croissance du PIB à laquelle est ajoutée la différence entre la croissance du revenu du $n^{\text{ième}}$ ménage et celle du PIB. Cette différence exprime la variation relative du revenu d'un ménage par rapport à celle du PIB, c'est à dire du revenu moyen. La volatilité est mesurée par la variance. A partir de là, on déduit que la volatilité (variance) du $n^{\text{ième}}$ ménage est égale à la volatilité (variance) du PIB, plus celle du revenu relatif de ce ménage (variance) à laquelle on ajoute deux fois la covariance entre les taux de croissance du PIB et du revenu relatif de ce ménage. Les trois termes ont chacun un sens précis : le premier terme exprime les macro perturbations, le second les perturbations idiosyncratiques et le troisième terme enfin indique, selon qu'il est positif ou négatif, que le revenu relatif est procyclique (le revenu relatif croit plus vite que le PIB en période de croissance et baisse plus fortement en période de récession), ou non. On peut dès lors considérer que le revenu relatif des ménages pauvres est procyclique puisque leur revenu est particulièrement vulnérable aux cycles économiques. L'intérêt de cette décomposition est qu'elle permet de mieux définir les politiques visant à alléger la pauvreté. Si la responsabilité de la volatilité du revenu du $n^{\text{ième}}$ ménage, et ici les ménages pauvres ou en voie de l'être vient principalement de la volatilité macroéconomique, alors les politiques à mettre en place consistent à mettre l'accent sur la recherche de la stabilité macroéconomique que sur des politiques ciblées. Comme l'instabilité macroéconomique provient pour moitié de la volatilité des flux de capitaux privés, on peut penser que moins de marché et plus d'Etat pourrait réduire la volatilité macroéconomique et ce faisant la volatilité du revenu de ces ménages. Si la volatilité s'explique principalement pour des raisons idiosyncratiques, alors une politique spécifique visant à réduire le risque particulier à chaque ménage, devient nécessaire. Et si enfin, la volatilité s'explique par l'extrême sensibilité de certains ménages (et dans notre cas les ménages pauvres et proches de la ligne de pauvreté) aux perturbations macroéconomiques, alors des programmes ciblés, insensibles à la baisse aux récessions, deviennent nécessaires.

A l'exception de quelques pays comme le Chili, la volatilité s'explique surtout par des macro perturbations (premier terme) et par une sensibilité relative à ces perturbations (troisième terme), et ce particu-

lièrement pour les catégories les plus pauvres de la population. Ces observations devraient conduire à mettre en place de nouvelles politiques économiques, loin des mirages suscités par la libéralisation des marchés, tout en consolidant des politiques ciblées afin qu'elles ne soient pas elles mêmes remises en question par les macro perturbations. Les politiques macro économiques devraient donc privilégier la stabilité économique plutôt que de permettre le retour aux grandes fluctuations du dix neuvième siècle européen. La régulation des marchés devient de plus en plus une nécessité. Elle passe par une reconnaissance du rôle positif des Etats dans l'économique et le social. Un bouleversement des approches traditionnelles s'impose si on veut réellement alléger la pauvreté.

Bibliographie :

- Berry A ; (1999) : « El contexto macroeconomico de las politicas, proyectos y programas para promover el desarrollo social y combatir la pobreza en America Latina y el Caribe » dans Zevallos J.C.(ed) : Pitigacion de la pobreza y desarrollo socila PNUD. RLA/92/009. Washington.
- Bey M (1999): " Recherches sur la pauvreté : état des lieux. Contribution à la definition d'une problématique" Tiers Monde n °180, Paris
- Birdsall N et Londono JL (1997) : Asset Inequality does matter : Lessons from Latin America. OCE Working Papers Inter American Bank of Development, Washington
- B.I.D. (1998) : *Cual es el problema de empleo de America latina y como enfrarlo?* Séminaire de Cartagénas, Colombie. Voir plus particulièrement Lora E et Marquez : « El problema del empleo en America Latina : percepciones y hechos estilizados »; Lora E et Olivera M : « Las politicas macro y los problemeas dell empleo en America Latina; BID (1998) America Latina frente a la desigualdad, Washington.
- Bourguignon F (2000) :Redistribution et développement. Conseil d'Analyse economique, La Documentation française. France
- Calcagno A.F. (2001) Ajuste estructural, costo social y modalidades de desarrollo en America Latina dans Sader E. (2001) El ajuste estructural en Americal Latina, costos sociales y alternativas ed. CLACSO et ASDI
- CEPAL (2001) : *Una decada de luces y sombras, America Latina y el caraibe en los anos noventa*. Ed CEPAL (Chili) et Alfaomega (Colombie) ; (2000) : Panorama social de America Latina (Chili).
- Cortes Neri M. (2001) : « Mercado de trabalho no Brazil : diferentes historias em diferentes situaçoes » dans Velloso et Albuquerque (ed) : *Soluçoes para a questao do emprego*, ed Olympia Editora, Brésil
- CNUCED : *Trade and Development, Report 1997*. Genève
- De Janvry A. et Sadoulet E. (1999) : « Growth, Poverty, and Inequality in Latin America, a causal Analisis, 1970-94. Inter-american Development Bank, Washington.
- Destremau B et Salama P (2001) « de nouvelles causes au maintien de la pauvreté » posface à l'édition portugaise du livre des auteurs : *Mesure et démesure de la pauvreté*, ed Garamond, Brésil
- Dias David M (2001) : Dynamique et permanence des exclusions au Brésil. Thèse Paris XIII, miméo, France
- Dollar D et Kraay A. (2001) : « Growth is good for the Poor » , working paper de la Banque Mondiale, Washington
- Hicks N et Wodon Q (2001) « Proteccion social para los pobres en America Latina » revue de la Ceval, n°73, Chili
- Dedecca C.S. (1999) "Productividade, emprego e salaries na industria brasileira" mimeo, Colloque ANPEC et (1998) "Réorganisation productive, absoption de main d'oeuvre et qualification au Brésil" mimeo
- IPEA – MTE : Mercado de trabalho, conjuntura e analise. Plusieurs numéros.
- Fishlow A (1995): Inequality, Poverty and Growth : where do we Stand? Annual World Bank Conference on development Economics, publié sous la direction de Bruno M et Plekovic B. World Bank 1996.Washington
- Gavin et Hausmann (1996) : « les origines des crises bancaires : le contexte macro-économique » Problèmes d'Amérique latine n°21, la documentation française. France
- IPEA – MTE : Mercado de trabalho, conjuntura e analise. Plusieurs numéros.

Lustig N (1989) « La desigualdad en Mexico » *Economía de América Latina : las dimensiones sociales de la crisis*, n°18/19 CET Mexico

Katz J (2000a) (2000b) : *Reformas estructurales, productividad y conducta tecnológica en América Latina*, Fondo de cultura económico et CEPAL ; *Pasado y presente del comportamiento tecnológico en América latina*, document CEPAL, série desarrollo económico n°75

Lautier B ; *L'économie informelle ed La Découverte France*1994

Lustig N ; (2000) : « Crisis and the Poor ; Socially Responsible Macroeconomics » *Inter-american Development Bank (I.A.D.B.), Technical Papers Series Washington* ;Lustig N (1989) « La desigualdad en Mexico » *Economía de América Latina : las dimensiones sociales de la crisis*, n°18/19 CET Mexico

Londono J.L. et Székely M : « Persistent Poverty and Excess Inequality 1970-1995 » *Journal of Applied economics*, forthcoming

Marquez G (2000) : « Labor Markets and Income Support : What Did We Learn from the Crisis ». Working Paper n°425, I.A.D.B., Washington.

Mathias G et Salama P (1983 :version française, 1986 : version espagnole) : *El estado sobredesarrollado. ed Era Mexique.*

Mathias G : "Etat et salarisation restreinte au Brésil" *Tiers Monde* 1987

OIT (2000) : *Informa, América Latina y el Caribe, Panorama laboral '99*. Suisse

Paes de Barros R et Mendonça R (1997) *O impacto do crescimento económico e de reduções no grau de desigualdade sobre a pobreza . texto par discussão n°528 IPEA*

Paes de Barros R. et *alli* (2000) : *Poverty, Inequality and Macroeconomic Instability. Texto para discussão n°750, IPEA*

Ramos C.A. et Santana R (1999) : « « Desemplego, desigualdade e pobreza » *Mercado de trabalho, conjuntura e análise n°11 IPEA –MTE, Brésil*

Rocha S (1999) : « Opções metodológicas para a estimação de linhas de indigencia e de pobreza no Brazil, mimeo ; (2000) *Pobreza no Brazil : O que ha de novo no limiar do século XXI* », mimeo

Rodrik D. (2000) : « Growth Versus Reduction : A Hollow Debate » *Finance and development vol.37 n°4 F.M.I. Washington* ; (2001) : « Por que ay tanta inseguridad económica en américa Latina » *revista de la Cepal n°73, Chili*

Ramos C.A. et Santana R (1999) : « « Desemplego, desigualdade e pobreza » *Mercado de trabalho, conjuntura e análise n°11 IPEA –MTE, Brésil*

Rocha S (1999) : « Opções metodológicas para a estimação de linhas de indigencia e de pobreza no Brazil, mimeo ; (2000) *Pobreza no Brazil : O que ha de novo no limiar do século XXI* », mimeo

Salama P (1995) : « Pauvretés, les voies étroites d'une issue équitable en Amérique latine » *tiers Monde n°142* ; (1998) : "Des formes nouvelles de la pauvreté en Amérique latine". *Problèmes d'amérique latine ? la documentation française*, Paris, cette étude a été publiée dans Salama P (1999) : *Riqueza e pobreza en américa latina, la fragilidad de las nuevas políticas económicas. Ed Fondo de cultura económico, Mexique*

Salama P et Valier J (1992) *La economía gangrenada, Ensayo sobre la hiperinflación, ed siglo Veintiuno, Mexique* ; (1994) : *Neoliberalismo, pobreza e desigualdades en el Tercer Mundo ed Nino e Davila, Argentine*

Székely M et Hilgert (1999) : « The 1990s in Latin America : Another Decade of Persistent Inequality » *Working Paper n°410 I.A.D.B. Washington*

Taylor L (2000) : « External Liberalization, Economic Performance, and Distribution in Latin America and Elsewhere » *UNU-WIDER, Working Papers n°215, Finlande*

Turnham D, Foy C, Larrain G (ed) : *Tensions sociales, création d'emplois et politique économique en Amérique latine. OCDE 1995, voir plus particulièrement : Marquez : le problème del'emploi en Amérique latine, Birdsall N, Ross D et Sabot R : l'inégalité: un frein à la croissance en Amérique latine.*

Valier J (2000) : « Pauvreté, inégalités et politiques sociales dans les Tiers-Mondes depuis la fin des années quatre-vingt ». *Conseil d'Analyse économique, La Documentation française. France*

Wodon Q.T. (2000) : *Poverty and Policy in Latin America and the Carabean*, Banque Mondiale, (USA)

L'ensemble des technicals papers, working paper que ce soit de la Banque Modiale ou de la Banque interaméricaine de développement (I.A.D.B.), de l'I.E.P.A., de la CEPAL etc sont disponibles sur internet.